

MANIFESTATION NATIONALE DU 10 NOVEMBRE

30 000 personnes lancent un dernier avertissement à Charest

Le gouvernement maintient le cap

PAR HERMAN GOULET-OUELLET

ÉTUDIANT EN SCIENCES INFORMATIQUES ET MATHÉMATIQUES

Le 10 novembre dernier, une foule de 30 000 personnes en colère contre la hausse des frais de scolarité a serpenté les rues de Montréal jusqu'aux bureaux de Jean Charest. Pour l'occasion, plus de 200 000 étudiants et étudiantes étaient en grève – un seuil historique pour une grève d'une seule journée.

FAIRE LE POINT

Depuis plusieurs mois, les campus battaient au rythme de la mobilisation étudiante. Des assemblées de grève avaient lieu chaque semaine, apportant avec elles leur lot de débats, souvent enflammés. Le 10 novembre nous a donné un résultat concluant ; un mouvement s'est mis en branle. Jeudi matin, plus de la moitié de la communauté étudiante postsecondaire était en grève.

Certains campus traditionnellement peu mobilisés ont fait le choix de se joindre au mouvement. On peut penser à l'association de médecine de l'Université de Montréal ainsi qu'à l'association de gestion de l'UQÀM. Autre exemple impressionnant : l'École du meuble et de l'ébénisterie – qui ne délivre aucun diplôme pré-universitaire – était en grève. Le collège privé André-Grasset a même voté une demi-journée de grève pour participer à la manifestation.

Maintenant, la poussière retombe, pour un temps seulement, et il faut faire le point. On se rapporte et on lit, avec amusement parfois, les réactions des médias et les entrevues. Finalement, on se rend compte qu'au sujet de la manifestation elle-même, il n'y a pas grand chose à dire. Nous étions 200 000 en grève, 30 000 dans les rues et le gouvernement n'a pas reculé. Nous avons crié fort, nous avons brandi nos pancartes et le gouvernement nous a répondu avec le même discours comptable.

Nous nous doutions bien que le gouvernement ne reculerait pas en une journée. La grève ne visait pas qu'à lui envoyer un ultimatum. Elle rappelle aussi à la population qu'il existe encore des gens qui luttent pour une justice sociale.

LE GOUVERNEMENT CHAREST EST ISOLÉ

Mercredi le 9 novembre dernier, le gouvernement Charest recevait sans surprise l'appui des organisations patronales et des chambres de commerce du Québec qui l'exhortaient à maintenir sa décision de hausser les frais. Parmi ceux et celles qui s'opposent à cette mesure, on retrouve l'intégralité du milieu communautaire



« LA VÉRITÉ, C'EST QUE LA HAUSSE EST UN CHOIX POLITIQUE ET, LE 10 NOVEMBRE, NOUS ÉTIIONS 30 000 POUR LE CRIER HAUT ET FORT. »

et syndical québécois, soit plus de 130 organisations, comprenant notamment la Fédération des femmes du Québec (FFQ), la Ligue des droits et libertés, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Ces récentes prises de position nous indiquent clairement pour qui travaille réellement le gouvernement.

En réaction à la mobilisation, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, s'est contentée de déclarer qu'« ils ont beau prendre la rue et manifester leur colère, les étudiants québécois devront se résoudre à déboursier la juste part du coût de leur scolarité »¹. Bref, le gouvernement reste inflexible, malgré la démonstration de force de la part des étudiants et étudiantes.

Si le gouvernement ne s'émeut pas, il se sait pourtant isolé. Ce n'est pas par hasard qu'il annonçait, le lendemain, la mise en ligne d'un nouveau site internet. Sur ce site – ayant coûté pas moins de 50 000\$ aux contribuables – on apprend notamment « pourquoi la hausse est nécessaire ».

La vérité, c'est que la hausse est un choix politique et, le 10 novembre, nous étions 30 000 pour le crier haut et fort.

OÙ ALLONS-NOUS ?

Le 10 novembre était à la fois le point culminant d'un automne de mobilisation et le point de départ d'une lutte qu'il nous faudra bâtir pour préserver notre réseau public d'éducation. C'est l'hiver prochain que tout se jouera, lorsque les associations étudiantes du Québec se prononceront sur la tenue d'une grève générale illimitée. Le mouvement est en train de prendre de la vitesse : plus le temps passe, plus nous prenons conscience que notre force de mobilisation peut nous permettre de faire bouger les choses.

Cette manifestation était le dernier ultimatum lancé au gouvernement. Maintenant, soit nous en restons là et nous subissons passivement la hausse des frais de scolarité, soit nous engageons sérieusement un bras de fer avec le gouvernement et nous nous mobilisons vers la grève générale illimitée.

¹ « La colère des étudiants n'émeut pas Line Beauchamp », Martin Ouellet. La Presse Canadienne, 10 novembre 2011.

Occupation surprise de McGill

Durant la manifestation du 10 novembre dernier, 14 étudiantes et étudiants de McGill se sont pénétrés dans les bureaux de Heather Munroe-Blum, principale de l'université anglophone. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées pour une manifestation d'appui, violemment réprimée par des policiers et policières du Service de Police de la Ville de Montréal à coup de poivre de Cayenne et de gaz lacrymogène. Cette démonstration de force, jugée excessive par plusieurs étudiants et étudiantes de McGill, a mené à l'appel d'une manifestation lundi le 14 novembre pour dénoncer ces abus. Plusieurs passants et passantes ne sachant rien de l'occupation, notamment un auxiliaire de recherche en philosophie venu chercher sa fille au service de garde, ont affirmé avoir été violenté-e-s par l'escouade anti-émeute.

informations tirées du McGill Daily, un journal étudiant de McGill

Ce n'est qu'un début : organisons la grève générale !

PAR CATHERINE BOUDIN, OLIVIER MERCIER ET JULIEN ROYAL, ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES

La manifestation du 10 novembre était à peine terminée que la ministre de l'Éducation se présentait devant les médias pour répondre aux revendications étudiantes. Encore une fois, elle a exprimé son refus catégorique de revenir sur la décision du gouvernement libéral de hausser les frais de scolarité. Le gouvernement fera la sourde d'oreille tant et aussi longtemps qu'il ne sera pas acculé au pied du mur et forcé de respecter les exigences étudiantes. Devant le mépris et l'intransigeance, les étudiants et étudiantes considèrent maintenant l'idée de recourir au seul moyen qui leur reste pour faire plier le gouvernement : la grève générale illimitée. Ce mouvement en germe doit être sans précédent : à une attaque historique, une réponse historique s'impose. Reste à savoir quels moyens permettront une lutte démocratique et victorieuse contre le gouvernement.

« Le gouvernement fera la sourde d'oreille tant et aussi longtemps qu'il ne sera pas acculé au pied du mur et forcé de respecter les exigences étudiantes. »

LA CLASSE : UNE ORGANISATION POUR BÂTIR UNE GRÈVE

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a décidé, lors de son dernier congrès, de lancer un appel à toutes les associations étudiantes du Québec pour former une grande coalition : la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE). Les principes de base de cette Coalition sont la défense, par un syndicalisme étudiant démocratique, combatif et féministe, d'une éducation gratuite, publique, accessible, non discriminatoire et libre de l'ingérence privée. Similaire à la Coalition de l'ASSÉ élargie (CASSÉE) ayant permis de gagner la grève de 2005, la CLASSE a pour but de coordonner les efforts des associations étudiantes dans le mouvement de grève générale illimitée. Seules les associations ayant un mandat de consultation sur la grève ou ayant déjà voté en faveur de la grève générale comme moyen d'action pourront y prendre part. Le congrès de fondation de cette coalition se déroulera les 26 et 27 novembre prochains.

LA GRÈVE GÉNÉRALE : METTRE LA MAIN À LA PÂTE

Mandats de consultation sur une grève générale illimitée :

- Syndicat étudiant du cégep Marie-Victorin (SECMV)
 - Association facultaire étudiante des sciences humaines UQAM (AFESH-UQAM)
 - Association générale étudiante du cégep du Vieux Montréal (AGECVM)
- Association générale des étudiants du collège de Valleyfield (AGECoV)
- Association générale étudiante de la faculté des lettres et sciences humaines - Université de Sherbrooke (AGEFLESH-UdeS)
 - Association étudiante du cégep de Sherbrooke (AECS)

Mandats de grève générale illimitée :

- Association facultaire étudiante en arts - UQAM (AFEA-UQAM)
- Association facultaire étudiante de sciences politique et droit - UQAM (AFESPED-UQAM)

Total : 31 000 étudiants et étudiantes
en date du 14 novembre 2011

VERS LA
GRÈVE GÉNÉRALE

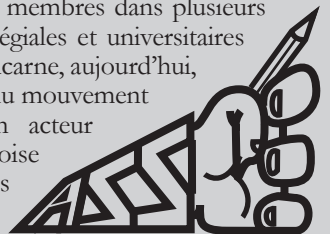
Bloquonslahausse.com

Au-delà de la coordination nationale, ce seront toujours les associations locales qui décideront des actions à entreprendre. Seul-e-s les étudiants et étudiantes, réuni-e-s en assemblée générale, auront en mains le déclenchement et l'orientation du mouvement de grève. Lors du dernier congrès de l'ASSÉ, les membres ont fixé le nombre minimal d'associations dotées d'un mandat de grève afin que celle-ci soit déclenchée. Afin de s'assurer de créer un effet boule de neige, la grève générale ne débutera que lorsque sept associations réparties dans trois campus et rassemblant 20 000 étudiants et étudiantes adopteront ce moyen d'action.

Est-ce que les étudiants et étudiantes seront capables de s'organiser devant un pareil assaut contre le droit à l'éducation, de se montrer suffisamment indigné-e-s pour faire plier le gouvernement? Pour le moment, ne nous assoyons pas sur nos lauriers. Le 10 novembre dernier fut effectivement une manifestation de grande envergure, mais ce n'est qu'un début. Pour assurer la réussite de notre combat, il faudra l'implication de chacun et chacune dans les assemblées locales, dans les comités de mobilisation et les exécutifs, dans les actions et les manifestations. Ensemble, nous pourrons alors oser espérer vaincre le gouvernement !

Qu'est-ce que l'ASSÉ?

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, à l'échelle du Québec, près de 45 000 membres dans plusieurs associations étudiantes à la fois collégiales et universitaires d'un bout à l'autre du Québec. Elle incarne, aujourd'hui, la continuité d'un courant qui a fait du mouvement étudiant, depuis quarante ans, un acteur incontournable de la société québécoise et un important agent de progrès social en éducation.



POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION

L'ASSÉ considère l'éducation comme un droit fondamental de notre société, et non comme un privilège. Dans cette optique, chaque membre de la société a le droit à une éducation gratuite, publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination.

POUR UNE STRATÉGIE EFFICACE : LE SYNDICALISME DE COMBAT!

Au Québec, comme partout ailleurs, c'est à travers les luttes menées par les mouvements combatifs que le peuple a obtenu les programmes sociaux les plus importants.

Cela implique, d'une part, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout leur donner l'espace pour mener à des prises de décisions. L'assemblée générale est par excellence cet espace de démocratie syndicale.

L'ASSÉ, C'EST SES MEMBRES!

À l'intérieur de l'ASSÉ, chaque association étudiante est souveraine. Les décisions prises par des délégué-e-s en Congrès ne deviennent pas automatiquement une résolution que chaque association membre doit appliquer sans l'accord de l'assemblée générale!

S'UNIR POUR ÊTRE PLUS FORTS!

La meilleure façon de supporter et de participer à ce vaste mouvement est de prendre part aux activités de l'ASSÉ, s'impliquer dans ses structures, aller à vos assemblées générales et de promouvoir l'affiliation de votre association étudiante à l'ASSÉ! Affilier à l'ASSÉ ça veut dire partager les ressources de son association étudiante avec celles des autres dans le but de défendre le droit à l'éducation. Être membre de l'ASSÉ, c'est contribuer à bâtir un important mouvement collectif et démocratique permettant de développer à l'échelle nationale une stratégie de lutte efficace.